

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sarl Etablissements MOREAU

ZI de la Petite Prairie
BP14
37140 Bourgueil

Références : VI 12092025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010013092

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Poulligny-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 27/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sarl Etablissements MOREAU
- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 Poulligny-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha 08a 64ca pour une surface extractible de 8ha 50a. La quantité maximale annuel d'extraction autorisée est de 120 000 tonnes avec une moyenne annuelle de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Patrimoine archéologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions. Un mois avant au minimum, l'exploitant informe par écrit la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre (service régional de l'archéologie), de la date prévue pour les travaux de décapage. Une copie de ce courrier est transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant doit prendre toute disposition pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes doivent être déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté</p> <p>Dans sa réponse par mail en date du 05/08/25, la DRAC apporte les précisions suivantes : Le diagnostic de la deuxième phase de la carrière de Pouligny-Saint-Pierre, secteur « Les Malgames T2 », a effectivement été réalisé en juillet 2021, et le rapport correspondant a été remis le 3 novembre 2021 (prescription de diagnostic : arrêté n° 21/0173 du 30 mars 2021). Dans le courrier de la DRAC en date du 9 novembre 2021, il informait de la possibilité de prescrire des mesures archéologiques dans un délai de trois mois suivant la réception du rapport, conformément à l'article R.523-19 du Code du patrimoine. Ce délai est désormais expiré, et aucune prescription complémentaire n'a été émise. L'inspecteur des installations classées constate que la DRAC a confirmé que les terrains concernés par cette tranche 2 sont donc exploitables. La DRAC confirme que, sur la tranche 1, la partie sud limitrophe de la tranche 2 a fait l'objet d'une</p>

modification de la consistance du projet (arrêté n°21/0443) en date du 30 juin 2021. Le merlon mis en œuvre sur cette zone assure la protection du site. Il convient de reproduire cette mesure de protection au nord de la tranche 2.

Il convient donc comme indiqué dans la réponse de la DRAC par courriel en date du 05/08/25 de reproduire cette mesure de protection au nord de la tranche 2 en réalisant un merlon pour la protection du site. L'inspection constate que ce merlon est déjà réalisé sur site au nord de la tranche 2.

Type de suites proposées : Sans suite